



# Passerelles Synthèse

*Revue bimensuelle africaine pour une nouvelle perspective du développement durable*

Volume 12· Numéro 18, 14 Décembre 2011

<b>LIGNE DE FOND.....</b>	<b>1</b>
Conférence ministérielle : vers une « convergence » ?.....	1
<b>NOUVELLES DE L'OMC.....</b>	<b>2</b>
Sécurité alimentaire : recherche frénétique de consensus .....	2
<b>SUR LE FIL.....</b>	<b>4</b>
La conférence de Durban sur le climat : accord à minima.....	4
UEMOA et CEDEAO : vers l'adoption du TEC régional en 2012 .....	5
<b>NOUVELLES REGIONALES .....</b>	<b>6</b>
Les APE au point mort.....	6
<b>EVÉNEMENTS.....</b>	<b>9</b>
<b>PUBLICATIONS .....</b>	<b>9</b>

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR  
LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA  
Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane Dieye,  
Responsable de Publication, Bathie Ciss, Rédacteur  
en chef, Aissatou Diallo, rédaction, Alexandre  
Gomis, stagiaire

Equipe éditoriale d'ICTSD

Editeur et Directeur: Ricardo Melendez-Ortiz ;  
Editeur en chef: A. Crosby, Gestion des  
publications : A. Aziz; Editrice en charge: K. Guddoy  
et assistant : S. Pelletier

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce  
bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont  
celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD  
ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien  
financier des principaux donateurs d'ICTSD.

## LIGNE DE FOND

### Conférence ministérielle : vers une « convergence » ?

Avec, en perspective, la huitième conférence ministérielle de l'OMC, les derniers arrangements sont en cours « pour définir les éléments possibles des orientations politiques des ministres ». Au terme de consultations approfondies menées à l'OMC, deux thèmes semblent se dégager : il s'agit d'une part de l'importance du système commercial multilatéral et de l'OMC; et d'autre part de la relation entre commerce et développement. Mais selon le président du conseil général, Yonov Frederick Agah, qui s'exprimait lors d'une réunion informelle du même conseil, « rien n'est encore définitif. »

### L'importance du système commercial multilatéral et de l'OMC

La valeur du système commercial multilatéral, fondé sur des règles claires, n'a pas manqué d'être souligné lors des consultations, non sans oublier de le renforcer en vue de l'adapter aux besoins de ses membres. Les voix s'accordent sur la nécessité d'un système commercial capable de faire face à la situation économique difficile dans de nombreux pays. Selon plusieurs délégations, le rôle de l'OMC dans l'ouverture des marchés et la lutte contre le protectionnisme doit s'affirmer davantage. De la même manière, le travail important des organes ordinaires de l'OMC, relatif à la supervision de la mise en œuvre des accords existants, doit être renforcé.

Les délégations estiment également que le système de règlement des différends est un outil important,

qui doit être consolidé. Le réexamen du Mémorandum d'accord doit être effectué.

### Commerce et développement

Conscient du lien positif qui existe entre le commerce et le développement et du fait que ce dernier est un élément essentiel des travaux de l'OMC, les membres ont convenus de mener un travail ciblé dans les organes pertinents de l'organisation, en particulier au sein du conseil du commerce et du développement.

### Un paquet PMA en perspective

L'idée d'un paquet PMA fait son chemin. Au cours des dernières consultations, il est apparu une certaine convergence sur la nécessité de reconnaître les besoins de ces pays et de s'engager à veiller à accorder à leurs intérêts le degré de priorité voulu dans les travaux futurs de l'OMC.

Selon Yonov Frederick Agah, dans ce paquet, il faut réexaminer et renforcer les dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) afin qu'elles soient plus effectives et plus opérationnelles.

S'agissant de l'aide pour le commerce, il faut continuer les efforts et ne pas aller en deçà des niveaux d'aide pour le commerce correspondant au moins à la moyenne de la période 2006-2008. Il faut aussi, selon certains membres, travailler avec les banques de développement pour assurer l'accès des pays à faible revenu au financement du commerce. En ce qui concerne le fonds global d'affectation spéciale de l'OMC, les consultations menées ont fait ressortir une volonté de continuer à l'alimenter de manière prévisible et sans retards inutiles pour permettre au secrétariat de maintenir l'assistance technique et le renforcement des capacités qui étaient nécessaires.

Malgré les convergences soulignées, des appels incessants à plus de flexibilité sont lancés. Yonov Frederick Agah n'a pas manqué de demander aux membres de faire preuve de flexibilité et de compréhension. « Cependant, poursuit-il, cette recherche de convergence ne signifie évidemment pas que les questions sur lesquelles il n'y a pas

convergence seront oubliées. Ce qui importe c'est de poursuivre les efforts pour générer toujours plus de convergence jusqu'à ce qu'il soit clair que nous ne pouvons pas aller plus loin. Ce sera le niveau de convergence atteint d'ici là sur les éléments des orientations politiques dans les trois domaines aspects systémiques, développement et PDD qui sera transmis aux Ministres pour approbation. »

**Source :** [OMC](#), remarques du président du conseil général, 24 novembre 2011

## NOUVELLES DE L'OMC

### Sécurité alimentaire : recherche frénétique de consensus

Les consultations sur la sécurité alimentaire, les restrictions à l'exportation et d'autres questions non résolues se sont poursuivies lors de la réunion formelle du conseil général de l'OMC, le 30 novembre 2011, les membres étant en quête de consensus en prévision de la réunion ministérielle de cette institution devant se tenir cette semaine.

Plusieurs propositions ont été amendées dans une tentative de dernière minute visant à trouver une formulation acceptable pour tous les membres, ont déclaré des responsables du commerce. Pour prendre en compte les préoccupations des partenaires commerciaux, la coalition de pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINA) a également modifié son projet de décision concernant un programme de travail sur les problèmes de sécurité alimentaire auxquels tant les PDINA que les pays les moins avancés (PMA) sont confrontés, indiquent des sources.

« Tout a été édulcoré par rapport à notre point de départ, » a observé un négociateur d'un pays en développement.

Pendant ce temps, les pays producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest ont été contraints

d'apporter des modifications substantielles à une autre [proposition](#) visant à geler les paiements de subventions pour le coton aux niveaux historiquement bas actuels. Au lieu de discuter de la proposition antérieure formulée par les producteurs de coton, les ministres du commerce ne devraient finalement que réitérer l'engagement d'aborder le coton de manière « ambitieuse, diligente et spécifique », engagement convenu par les membres lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong-Kong.

Les États-Unis ont résisté aux tentatives visant à imposer des restrictions sur leur soutien interne au coton, en l'absence d'autres mesures ciblant les paiements aux producteurs de grands pays en développement tels que la Chine et l'Inde, ont déclaré des sources.

« Il n'y a pas beaucoup de progrès à cet égard » a admis un négociateur qui connaît bien cette question.

#### **Aide alimentaire : restrictions à l'exportation**

Une proposition distincte sur l'aide alimentaire a également été inscrite à l'ordre du jour des discussions de la réunion de mercredi : présentée par l'UE et un groupe de pays développés et en développement, le projet de décision exempterait les achats d'aide humanitaire effectués par le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU des restrictions à l'exportation imposées par les membres de l'OMC (voir Bridges Weekly, [2 novembre 2011](#)).

Selon ce texte, tous les membres de l'OMC adopteraient le libellé d'un accord conclu par les ministres de l'agriculture du G-20 lors de leur sommet de juin, à Paris, et réaffirmé début novembre par les chefs d'État réunis à Cannes. Toutefois, tous les pays du G-20 n'ont pas soutenu la proposition de l'UE à l'OMC, ce qui révèle les divergences sous-jacentes entre les ministères du commerce des pays.

S'adressant à Bridges, certains petits pays se sont également plaints d'avoir été dissuadés d'apporter d'autres modifications au libellé convenu entre les

membres du G-20. « Ils n'étaient pas disposés à changer une virgule, » selon une source.

#### **Pays à déficit vivrier : programme de travail ?**

Le groupe des importateurs nets de produits alimentaires (PDINA) et leurs co-sponsors des groupes Africain et Arabe avaient apporté d'autres modifications à une proposition de programme de travail portant sur les défis rencontrés par les PDINA et les PMA, ont fait savoir des sources. Une version révisée du texte omettait la mention antérieure de la nécessité de garantir l'accès des PDINA et des PMA à des approvisionnements adéquats en produits alimentaires de base et modifiait deux autres éléments du projet de texte qui avait suscité des commentaires de la part d'autres pays.

Selon cette nouvelle proposition, les ministres du commerce conviendraient de « donner pour instruction au conseil général d'élaborer un programme de travail global, fondé sur les faits, axé sur les résultats et limité dans le temps » pour examiner les voies et moyens d'atténuer l'impact de la volatilité des prix des produits alimentaires pour les PMA et les PDINA.

Selon un projet de texte que Bridges a pu consulter, les éléments du programme de travail seraient convenus par les membres, mais pourraient comprendre l'élaboration de nouvelles règles qui garantiraient que les achats de produits alimentaires autorisés par les gouvernements des PMA et des PDINA soient exemptés des restrictions quantitatives à l'exportation imposées par les grands exportateurs de produits agricoles en vertu de l'article XI.2(a) de l'Accord général sur les droits de douane et le commerce (GATT)

Le texte propose également que le programme de travail examine « en coordination avec les institutions compétentes » les mécanismes de financement concessionnel pour répondre aux difficultés à court terme dans le financement des importations de produits alimentaires. Un certain nombre de pays avaient rejeté une clause figurant dans une proposition antérieure qui prévoyait la mise en place d'un fonds renouvelable au sein de

l'OMC, en faisant plutôt valoir que d'autres institutions internationales étaient plus à même de fournir ce soutien.

Pour répondre aux préoccupations d'autres pays qui soutenaient être confrontés à des défis similaires, bien que n'appartenant ni au groupe des PDINA, ni à celui des PMA, la proposition révisée prévoit que le programme de travail se penche également sur les problèmes rencontrés par d'autres pays en développement vulnérables confrontés à des situations critiques d'insécurité alimentaire. Le programme de travail serait mené sous l'égide du Comité de l'agriculture de l'OMC, ont fait savoir des sources.

### **Orientation politique**

Les questions qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour du Conseil général ou qui ne figurent pas dans le projet 'd'orientation politique' que les ministres présenteront à l'OMC pourraient toujours figurer dans des décisions ou des déclarations autonomes, ont indiqué des sources.

Les délégués tentaient de parvenir à un accord sur un projet de document d'orientation politique qui doit être approuvé par les ministres et qui est supposé faire partie d'un 'résumé du Président', avec d'autres questions soulevées dans les discussions entre ministres.

Si les ministres s'efforcent désespérément de parvenir à un consensus sur les questions en suspens, un négociateur a laissé entendre que « le texte sur l'orientation politique n'est toutefois pas une fin en soi. »

Il ne reste toutefois aux membres que quelques jours pour finaliser un accord avant l'arrivée des ministres à Genève, cette semaine.

Compte-rendu de ICTSD

**Source:** [Bridges Weekly Trade News Digest Volume 15 Numéro 41](#), 30 novembre 2011

## **SUR LE FIL**

### **La conférence de Durban sur le climat : accord a minima**

La 17e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la 7e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CP-17/RP-7), qui s'est tenu à Durban, a débouché sur la définition d'une feuille de route de dernière minute pour un accord prévu en 2015. Après 12 jours de discussions, le principal défi qui était d'esquisser un avenir au protocole de Kyoto et de répondre aux appels pressants lancés par les pays les plus vulnérables face au réchauffement a difficilement rassemblé. Cette question du climat est pourtant d'une haute importance. Le président sud-africain Jacob Zuma déclarait à l'ouverture de la conférence que « pour beaucoup de personnes dans les pays en développement et en Afrique, le changement climatique est une question de vie ou de mort ». Il a également appelé les états à "voir au-delà de leurs intérêts nationaux pour trouver une solution" au problème du réchauffement de la planète.

Les représentants des 190 pays participants à cette rencontre se sont difficilement accordés sur l'essentiel. La prolongation ou non du protocole de Kyoto, seul traité international contraignant visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre était « la question cruciale de cette conférence », comme l'avait souligné Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la CCNUCC.

Les discussions se sont heurtées aux divergences et contradictions exprimées par certaines parties. Les Européens se sont montrés les plus engagés parmi les pays développés, visant la définition d'une feuille de route devant déboucher à un traité climatique doté d'objectifs juridiquement contraignants de baisses des émissions de gaz à effet de serre (GES), qui entrerait en vigueur en 2020. L'initiative était appuyée par une centaine

de petits pays insulaires et pays moins développés, ainsi que par l'Afrique du Sud et le Brésil.

La commissaire européenne aux changements climatiques, Connie Hedegaard, était pour autant peu optimiste sur la conclusion d'un accord final, laissant entendre à la veille de la clôture du sommet que « si les lignes ne bougent pas par rapport à là où nous étions hier (jeudi 08 décembre), il n'y aura pas d'accord à Durban ». En effet, les États-Unis avaient d'ores et déjà écarté l'idée d'un « accord juridiquement contraignant », alors que l'Inde avait également exprimé de vives réticences, et que la posture de la Chine était difficile à cerner.

### Quel avenir pour le climat?

C'est finalement le dimanche 11 décembre à l'aube qu'un large consensus s'est formé autour de ce qui fera office de feuille de route vers un accord prévu en 2015, englobant pour la première fois tous les pays dans la lutte contre le réchauffement. Ce consensus inattendu obtenu à Durban est un soulagement pour les représentants des 190 pays présents à cette conférence. Même si toutes les attentes, surtout celles de l'UE, n'ont pas forcément été comblées, les parties ont finalement évité de répéter l'échec de Copenhague.

L'accord final laisse toutefois en suspens la question du caractère contraignant du futur accord climatique, même si certaines voix ont laissé entrevoir l'espoir d'un texte qui intégrerait des mécanismes de contraintes. Le représentant américain pour le climat, Todd Stern a déclaré, à l'issue des travaux : « c'est la première fois que l'on va voir des pays en développement accepter d'être tenus par un accord légal ».

Les organisations de la société civile présente à cette conférence ont toutefois dénoncé un accord qui se contente du "strict minimum possible". Elles dénoncent l'absence d'engagements fermes et nouveaux de la part des pays pour réduire significativement leurs émissions de CO<sub>2</sub>. En effet, l'engagement actuel de lutte contre le réchauffement, qui s'accorde sur une hausse

maximale de 2 degrés Celsius, n'est pas suffisant et ne pourra pas être tenu.

**Sources :** [Climat: un accord a minima au bout de la nuit de Durban](#), Libération, 11 décembre 2012.

Voir également : [Eleventh Hour Deal Emerges from Protracted Durban Climate Meet](#), Bridges, 12 décembre 2011.

---

## UEMOA et CEDEAO : vers l'adoption du TEC régional en 2012

Le comité conjoint UEMOA-CEDEAO sur le TEC (Tarif Extérieur Commun) a tenu sa 11<sup>ème</sup> réunion du 5 au 9 décembre 2011 à Cotonou en république du Bénin. Cette réunion avait deux principaux objectifs : d'abord examiner le projet de nomenclature du TEC sur la base de la version 2012 du Système harmonisé et du TEC de la CEDEAO, proposé par les deux organisations suite à la rencontre en avril dernier du Comité à Banjul en Gambie, ensuite faire le point sur l'état d'avancement des travaux relatifs aux mesures d'accompagnement et de sauvegarde qui seront adoptées par les Etats membres pour la mise en œuvre de ce TEC.

La réunion a débouché sur l'adoption d'une feuille de route par le comité qui sera soumise au conseil des ministres de la CEDEAO fin juin 2012.

Cette feuille de route prévoit un certain nombre de travaux avant cette échéance de juin 2012. Parmi lesquels: la finalisation d'ici février 2012 de l'étude sur l'accompagnement et les mesures de sauvegarde sur le CET, ainsi que l'adoption des propositions d'accord qui sera soumis à la prochaine réunion du comité conjoint et la soumission à l'OMD (l'organisation mondiale des douanes) de la nomenclature tarifaire et statistique basé sur la version 2012 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH 2012).

Le comité a également décidé de procéder d'ici la fin avril 2012 à la transposition des taux des droits du TEC du SH 7 à SH 12.



Il faut rappeler que l'adoption de cet important instrument de politique commerciale qu'est le TEC constitue une importante avancée dans la création d'une union douanière dans le programme d'intégration de la CEDEAO. Aussi, dans le cadre des négociations APE, l'offre d'accès au marché devrait s'adosser sur un TEC pertinent qui protège de façon efficiente les produits et secteurs sensible de l'agriculture.

Source: [11ème réunion du comité conjoint CEDEAO-UEMOA de Gestion du Tarif Extérieur Commun](#)

## NOUVELLES REGIONALES

### Les APE au point mort

Une session technique de négociation de l'APE s'est tenue à Accra, Ghana, du 14 au 18 novembre 2011. Elle a réuni les experts de l'Union européenne (UE) et de l'Afrique de l'Ouest (AO), conduits respectivement par Mme Sandra Gallina de la direction générale du commerce de la commission européenne, Dr. Gbenga Obideyi, directeur du commerce par intérim de la Commission de la CEDEAO et Mr Koffi Gnakadja, directeur du commerce extérieur de l'UEMOA par intérim. Les représentants de la société civile et du secteur privé ont aussi pris part à la session, ainsi que les ambassadeurs de la CEDEAO et de l'UEMOA à Bruxelles.

Les négociations se sont déroulées dans une ambiance cordiale, mais chaque partie a défendu farouchement ses positions. Peu d'avancées ont été obtenues car il reste très peu, sinon plus, de marge aux experts pour trouver des compromis sur certains points essentiels. Les experts ont tenté du mieux qu'ils pouvaient de rapprocher les positions en cherchant des formulations communes sur les articles où chaque partie gardait encore sa propre proposition. Mais ils ne sont pas parvenus à des accords majeurs sur les sujets clés.

Au final, la semaine d'Accra n'a pas permis de gommer suffisamment de divergences pour donner une visibilité sur la longueur du chemin qui reste à parcourir avant de parvenir à un accord régional. Les experts ont de plus en plus conscience que l'avenir de la négociation ne relève plus de leur compétence. Vue la nature des sujets restants, seuls des décisions et des choix politiques peuvent maintenant permettre d'avancer. Certes, chaque partie peut encore utiliser des arguments techniques pour défendre ses positions. Mais ce sont des sujets qui ont aussi une forte charge politique ou stratégique. Ce sont : l'offre d'accès au marché ; la clause NPF ; la Clause de non exécution ; la clause sur la « Turquie » ; les subventions agricoles et le PAPED.

### Sur l'offre d'accès au marché :

L'offre mise sur la table par l'AO est de 70% d'ouverture en valeur et en volume sur un délai de 25 ans. Cette offre est déjà validée par les plus hautes autorités de l'Afrique de l'Ouest à savoir les chefs d'Etat et a été réaffirmée par les négociateurs. Mais l'UE ne l'a pas acceptée. Elle estime que cette offre reste économiquement peu ambitieuse et juridiquement non défendable.

En juillet 2011, suite à la session de négociation tenue à Bruxelles, l'AO a réévalué son offre pour prendre en compte certains commentaires de l'UE. Conformément à la décision des hauts fonctionnaires des deux parties, les experts de l'AO ont transmis l'offre revue à leurs collègues européens. Dans le processus de révision de l'offre, les experts ouest africains ont procédé à une mise à plat de la base statistique sur laquelle elle repose. Ils ont en outre opéré un réexamen ligne par ligne de l'intégralité de l'offre pour la nettoyer et évacuer tous les doublons, les impuretés et les erreurs. Ils ont enfin pris en compte les travaux sur le TEC et mis en conformité l'offre d'accès au marché avec la nomenclature tarifaire de l'Afrique de l'Ouest. Ce travail de révision dont l'objectif était principalement de préserver les intérêts de la région a naturellement eu un impact sur l'offre

telle qu'elle a été présentée en juillet 2011. Certains produits initialement classés dans les catégories B ou C ont été reclassés dans D (liste d'exclusion), sans pour autant sortir de la logique du 70/30, conformément au mandat reçu.

L'UE a vivement contesté la démarche de l'AO consistant à revoir unilatéralement l'offre et à faire changer certains produits de catégories, en particulier de la libéralisation à l'exclusion. Pour l'UE, la re-catégorisation effectuée par l'AO est une violation des principes de la négociation car elle consiste à revenir sur des acquis (le fait de faire passer des produits de B ou C – donc soumis à la libéralisation – à D - exclusion-). De plus elle a exprimé son opposition au choix de l'AO d'utiliser la nomenclature douanière en SH 10 alors que c'est la version SH 6 qui est de rigueur au niveau mondial.

L'AO a apporté des réponses et des clarifications aux commentaires de l'UE. En particulier, elle a affirmé qu'elle a effectué un travail indispensable de mise en conformité de l'offre d'accès au marché avec la nomenclature tarifaire et statistique de la région et de nettoyage des doublons et répétitions nés de l'utilisation de différents tarifs nationaux n'ayant pas les mêmes libellés et dénominations des produits ou utilisant des versions SH différentes.

Sur la remise en cause des acquis de la négociation, l'AO a répondu que l'élaboration de l'offre d'accès au marché est un processus continu et itératif qui ne saurait figer des produits ni dans le sens de la libéralisation ni dans celui de l'exclusion tant que toute l'offre n'aura pas été stabilisée. De plus, selon l'AO, l'UE ne saurait invoquer un principe qui voudrait que les produits déjà classés dans une catégorie ne soient plus touchés puisqu'elle-même continue de demander que des produits de D soient ramenés dans C ou B. Et plus généralement, puisqu'elle n'a pas encore accepté l'offre de l'AO, des changements peuvent encore être opérés si des raisons valables le justifient.

L'UE a rejeté ces explications et a demandé à l'AO de revenir à la situation antérieure. L'offre dépasserait largement les 70% si la demande de l'UE était acceptée. Mais l'AO a maintenu sa position et a affirmé que quels que soient les changements à effectuer, tout se fera dans la limite des 70% conformément à la directive des plus hautes autorités de la région.

Les deux parties ont convenu de poursuivre les discussions sur l'offre d'accès au marché lors de la prochaine session de négociation.

#### **Sur la clause NPF (Art.16) :**

Les parties restent encore divisées sur la définition des pays qui pourraient être visés par la clause. L'UE maintient toujours sa demande de bénéficier de tout avantage plus favorable que l'AO accorderait à un partenaire commercial majeur dans le cadre d'accords futurs. L'AO rejette la notion de partenaire commercial majeur, arguant que ce concept, qui n'existe pas dans le jargon de la coopération internationale, recouvre à la fois des pays développés et des pays en développement. L'AO estime que l'introduction de cette clause réduirait sa marge de manœuvre dans ses efforts pour la diversification de ses partenaires commerciaux à travers une plus grande ouverture vers pays en développement du Sud. Pour ces raisons, l'AO a proposé de considérer plutôt le concept de pays développés et réaffirmé sa volonté « d'étendre à l'UE tout avantage plus favorable accordé à un pays développé ». De plus, cette clause n'est pas une condition pour la compatibilité de l'APE avec les règles de l'OMC.

Les deux parties ont convenu que le traitement de cette question relève maintenant d'une décision politique.

#### **Sur la clause de non exécution (Art. 105) :**

L'UE et l'AO ont réaffirmé chacune leur position. L'UE estime que sa position est conforme à l'esprit de l'accord de Cotonou et vise à promouvoir la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme. Pour l'AO, cette question relève du domaine politique et n'a pas sa place

dans l'APE qui est un accord commercial. L'AO soulève en outre un problème d'applicabilité de la clause. Car dans le cadre de l'intégration, l'UE ne peut « sanctionner » un pays sans toucher aux intérêts d'autres pays de la région.

Les deux parties ont convenu de faire remonter le traitement de cette question au niveau des politiques.

#### **Sur la clause « Turquie » (Art. 106) :**

Cette clause est désormais intitulée « pays qui ont établi une union douanière avec l'UE » et va donc au-delà de la Turquie. Elle avait été proposée par l'UE pour prendre en compte le fait que l'UE est en union douanière avec la Turquie. Maintenant elle est plus générale et vise tout pays ayant établi une union douanière avec l'UE. L'UE y demande à l'AO de rentrer « en négociation avec les pays qui ont établi une union douanière » avec elle. La clause est bien entendu rejetée par l'AO qui affirme, entre autres raisons, qu'un accord de libre échange avec la Turquie ou n'importe quel autre pays n'est pas dans son agenda. Elle estime qu'une telle initiative aurait des implications économiques et juridiques non encore documentées.

L'UE a finalement renoncé à introduire la clause sous la forme d'un article contraignant. Elle a proposé à la place de rédiger avec l'AO une déclaration conjointe. L'AO a rejeté l'idée d'une déclaration conjointe et a proposé à l'UE de rédiger une déclaration unilatérale qui aurait simplement un statut informatif.

Cette question également devrait être réglée au niveau politique.

#### **Sur les subventions agricoles :**

Le traitement des subventions agricoles dans l'APE continue de faire l'objet de divergences profondes. L'UE comme l'AO ont reconnu que les subventions à l'exportation et les soutiens internes peuvent avoir des conséquences négatives sur les filières agricoles ouest africaines. Mais si l'AO estime que la reconnaissance de ces distorsions doit déboucher sur un engagement de l'UE pour « l'élimination » des subventions dans sur

les filières qui peuvent l'affecter, cette dernière propose de « réduire » et « d'éviter » les mesures pouvant créer distorsions. L'UE défend en outre que la question des subventions relève des négociations multilatérales, et qu'elle ne peut prendre aucun engagement hors du cadre de Doha. Les parties restent donc divisées sur cette question. Les discussions se poursuivront encore au niveau technique, en espérant bénéficier d'une orientation politique.

#### **Sur le PAPED :**

La principale divergence sur le PAPED porte maintenant sur la notion de « l'additionnalité » des ressources. Depuis le début des négociations de l'APE avec l'UE, l'Afrique de l'Ouest insiste sur la nécessité de faire en sorte que les ressources pour le financement du PAPED soient des ressources additionnelles, au-delà de celles qui existent dans les instruments de financement actuellement disponibles dans le cadre de la coopération européenne. L'UE de son côté a toujours affirmé qu'elle n'a aucune ressource en dehors de celles générées par le FED (PIN et PIR). Même le montant de 6.5 Milliards d'euros qu'elle a annoncé pouvoir mobiliser ne sort pas de ce cadre. Or le PAPED est passé maintenant de 9.5 à 15 Milliards d'euros, compte non tenu de la compensation des pertes fiscales.

Les positions restent donc structurellement éloignées car l'AO ne souhaite pas se contenter d'une coquille vide et l'UE ne prend aucun engagement sur la nécessité de ressources « additionnelles ».

#### **En perspective**

La session de négociation d'Accra a davantage révélé les difficultés auxquelles les deux parties devraient désormais faire face s'ils souhaitent poursuivre les négociations et parvenir, peut-être à un accord régional. Il ne reste presque plus aucune marge technique. Et les décisions politiques sont par nature incertaines et imprévisibles. C'est pourquoi le sentiment dominant chez la plupart des experts, c'est que l'AO devrait maintenant sérieusement se préparer à l'éventualité d'un échec



des négociations et de la non signature d'un APE régional.

L'UE semble déjà s'inscrire dans cette ligne. Le 30 Septembre dernier, elle a proposé le règlement COM (2011)598 qui modifie le règlement d'Accès au Marché (EC) 1528 de l'année 2007 qui établissait les règles commerciales avec les pays ayant négocié des Accords de Partenariat Economique avec l'Union Européenne. Aux termes ce règlement, tout pays qui n'aura pas mis en œuvre son APE au 1<sup>er</sup> janvier 2014 se verra retirer les préférences sur le marchés de l'UE. Pour la région AO, c'est la Côte d'Ivoire et le Ghana qui sont dans la liste des 18 pays concernés. L'UE a informé que ceci est une nécessité juridique et qu'elle ne cherchera aucune autre alternative.

Dans un contexte où l'accord régional apparaît comme pour le moins incertain, cette décision européenne fait peser une menace pouvant fragiliser la Côte d'Ivoire et le Ghana, et les amener, comme en 2007, à rechercher une solution individuelle en l'absence d'une réponse régionale collective et solidaire. C'est pourquoi cette session de négociation d'Accra, qui s'est tenue à une semaine du comité ministériel de suivi, devrait permettre d'évaluer rigoureusement le processus pour envisager tous les scénarii possibles et trouver une réponse appropriée pour chacun d'eux. Les experts de l'PAO ont sérieusement envisagé cette option et cela devrait donc pousser les Etats comme les commissions régionales à se pencher sérieusement sur le futur de l'intégration lors du prochain CMS.

Compte rendu de ENDA. Voir le [site de l'organisation](#)

## EVÉNEMENTS

### OMC

12-13 décembre Genève, Suisse, Global Trade Facilitation Conférence *Connecting International Trade: Single Windows and Supply Chains in the next decade*. Plus d'informations [ici](#)

15-17 décembre Genève, Suisse, [Huitième Conférence ministérielle de l'OMC](#)

### Hors OMC

6 décembre, [9ème Forum mondial sur l'investissement international](#).

Evénement sponsorisé par [CNUCED](#).

16-17 décembre Genève, Suisse, [Symposium de haut niveau sur le commerce et développement](#). Organisé par [ICTSD](#).

## PUBLICATIONS

**Commission de l'UE**, [Politique de développement de l'UE: vers un plus grand impact de l'aide](#).

**CNUCED**, [Rapport 2011 sur l'économie de l'information: les TIC, catalyseur du développement du secteur privé](#).

**Nick Westcott**, managing director of Africa department of EEAS, *EU-Africa foreign policy after Lisbon*, [discours prononcé lors de la conférence sur le futur de la politique étrangère entre l'UE et l'Afrique après Lisbonne](#).